

Déclaration de la FSU de la Nièvre au CDEN du 10 novembre 2022



« Les chiffres sont des êtres fragiles qui, à force d'être torturés, finissent par avouer tout ce qu'on veut leur faire dire ». Ce bel aphorisme du démographe Alfred Sauvy, pas spécialement réputé pour être un anti-science, nous semble adapté à la situation. En effet, nous nous réunissons ce matin pour la carte scolaire de la rentrée 2022 et ce qui est clair c'est que ces premières semaines ont été riches en rebondissements.

Nous regrettons que les arguments de la FSU pour le maintien ou l'ouverture de postes n'aient pas été entendus en février. C'est autant de situations difficiles qui auraient pu être évitées. C'est autant de conflits qui n'auraient pas eu lieu.

C'est avec une pénurie patente de professeurs titulaires que s'est déroulée la rentrée 2022, conséquence des successives suppressions de postes, du manque d'anticipation et de planification de l'État, malgré nos alertes qui sont trop souvent restées minorées. Deux problématiques majeures liées à cette pénurie : le recours aux contractuel·les, et la gestion du remplacement.

A la FSU, nous sommes convaincu·es que recourir à des enseignants contractuels ne peut s'avérer être une solution sérieuse et durable. En effet, comme nous pouvions le craindre, la rentrée de ces vacances d'automne se révèle souvent désastreuse dans les écoles censées accueillir ces personnels contractuels, mettant en péril la qualité des enseignements dispensés aux élèves, la garantie de la continuité pédagogique, la confiance des parents envers le service public d'éducation ainsi que la sérénité des équipes en place. Pour la question du remplacement, une grande partie de ces personnels est déjà mobilisée sur des missions longues, compromettant ainsi les besoins de remplacements courts et ponctuels dans les établissements.

L'Éducation Nationale doit se doter d'un vivier de titulaires remplaçants beaucoup plus conséquent pour les rentrées prochaines afin d'assurer la continuité d'un service public de qualité, investissement sur la jeunesse pour une nation vraiment "apprenante". Et pour cela, elle doit davantage recruter.

Recruter, ce n'est pourtant pas l'orientation choisie par notre gouvernement. Rendre le métier plus attractif non plus. En effet, le budget 2023, adopté le 4 novembre grâce à l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la constitution, ne peut mathématiquement pas répondre à la promesse de notre actuel gouvernement d'augmenter tous les enseignant·es à hauteur de 10%. Encore une annonce qui n'est pas suivie d'effets !

Il n'y a pas assez d'enseignants ? Ce n'est pas grave, on va leur demander d'effectuer des missions

supplémentaires contre la promesse d'une légère augmentation de leur salaire. C'est le retour du "travailler plus pour gagner plus" et tant pis si cela dégrade encore les conditions de travail des personnels. Pourtant, nos collègues sont déjà à bout, et on ne peut pas dire que ce soit ce genre de proposition qui réponde actuellement à leurs attentes.

A la FSU, nous alertons à ce sujet depuis des mois. La réalité dans nos établissements, c'est une souffrance croissante de tous les personnels, qui immanquablement rejaillit sur les élèves et leurs familles. Les situations d'enfants qui font exploser le cadre se multiplient et nous inquiètent. En effet, les enseignant-es, les AESH, sont dépassé-es par une augmentation des souffrances psychologiques exprimées par les élèves, des troubles de l'attention, des attitudes inappropriées dans le cadre de la classe.

Bien évidemment, le problème, ce n'est pas les élèves, mais l'organisation même de l'École qui n'est plus adaptée, à cause du manque de moyens structurels, conséquence de nombreuses années d'austérité qui se poursuivent et s'aggravent, alors que les conditions d'apprentissages ont été fortement mises à mal par deux années de Covid pendant lesquelles bien peu d'efforts ont été fournis par l'administration pour permettre aux enfants comme aux adultes de garder le cap. Ce que nous avons plus ou moins réussi malgré tout sur le terrain, mais à quel prix ?

Cette souffrance est visible au travers des démissions qui augmentent, ainsi que les demandes de rupture conventionnelle. Et nous l'avons déjà dit au dernier CDEN, ce sont souvent celles et ceux que leur métier passionne qui, écœuré-es, découragé-es, pensent à se reconverter après des années passées à exercer dans des conditions qu'ils et elles décrivent comme contraires à leurs valeurs. Un tiers des enseignants et enseignantes disent ne plus envisager leur avenir dans l'Éducation Nationale. L'état de dégradation des salaires, dans cette période de forte inflation, a généré deux mouvements forts de contestation les 29 septembre et 18 octobre dernier, et participe de cette absence d'attractivité des métiers.

Comment ne pas évoquer non plus la situation des 110 000 AESH, qui vivent toujours en dessous du seuil de pauvreté. Et dont un certain nombre d'entre eux et d'entre elles ont vécu des situations de mal-être dès la rentrée concernant leur affectation. Dans notre département, rien n'est épargné aux AESH : les PIAL sont trop vastes, beaucoup résident loin de leur lieu de travail ou de leur établissement pilote de PIAL.

Dans le second degré, nous constatons à la lecture de vos chiffres que le département a perdu 62 élèves scolarisés dans les collèges entre septembre 2021 et septembre 2022. Pourtant, les services de la dsden avaient prévu une baisse de 131 élèves : 6737 élèves étaient prévus en collège (source : document de travail du CTSD du 8 février 2022). C'est une erreur de 69 élèves.

Dans le même temps, ce sont 2.5 ETP enseignants qui ont été supprimés dans les collèges de la Nièvre, soit un poste d'enseignant pour près de 17 élèves. La conséquence, ce sont des classes toujours plus chargées, et des salles dont il faudra bientôt pousser les murs pour accueillir des effectifs toujours plus nombreux.

Toujours dans le second degré, ces deux dernières années, les dotations rectorales pour abonder les budgets des établissements ont été minimales, souvent insuffisantes. Or, ces crédits d'état servent à financer, entre autres, les lignes relatives à l'achat de manuels, de carnets de correspondance, servent à

régler les droits de reprographies et les fonds sociaux, etc. Or, ces dépenses sont des dépenses contraintes, qui ne peuvent être évitées !

Il est inadmissible que, par manque d'investissement de l'état, les collèges du département soient obligés d'utiliser une partie de la dotation budgétaire départementale pour remplacer ces crédits d'état manquants car, ce faisant, ce sont les lignes budgétaires liées aux activités pédagogiques qui sont amputées. Cet argent en moins, ce sont des projets, des sorties pédagogiques, qui ne peuvent plus être financés.

Ce choix est d'autant plus préjudiciable dans notre département où l'ouverture culturelle est faible pour de nombreuses familles.

Donc, madame la directrice académique, la FSU s'inquiète de savoir à partir de quand les crédits d'état alloués aux collèges de la Nièvre retrouveront leur niveau d'avant Covid.

Terminons ce propos par l'évocation de la situation des lycées professionnels. Le 18 octobre a été une journée de mobilisation sans précédent rassemblant toutes les organisations syndicales sans exception contre la réforme projetée par le gouvernement. D'autres temps sont d'ores et déjà programmés pour s'opposer fermement à ce projet qui prévoit la multiplication des temps de stage en entreprise, rémunérés certes, mais par l'état, qui financerait ainsi de la main d'oeuvre privée. Ce surcroit de présence en entreprises se fera au détriment d'heures d'enseignement des matières générales, ce qui condamne la voie professionnelle à n'être plus qu'une courroie de transmission au bénéfice du privé. Elles choisiront d'ailleurs elle-même en toute liberté les filières en fonction de leur besoin, dans chaque bassin d'emploi, ce qui signe la fin des diplômes nationaux qui garantissent l'équité entre les jeunes. Et dans ce cadre, quid de la culture, de l'histoire, en un mot des humanités ? Ce sont les enfants de milieu populaire qui seront victimes de cette approche sans ambition éducative, sans ambition diplômante et certifiante. C'est un avenir insécurisé que propose cette réforme à la jeunesse scolarisée dans la voie professionnelle, un avenir de soumission totale à l'employeur, et qui empêchera toute évolution sociale future. La FSU ne l'accepte pas, car à nouveau, cette réforme vise à soutenir le capital contre la démocratie au travail.

Après avoir commencé cette déclaration en évoquant les chiffres, nous concluons de même. En effet, au-delà de toutes ces données chiffrées proposées dans les documents que nous avons sous les yeux, l'éducation nationale va mal. La FSU appelle l'ensemble des présents et présentes en cette instance, à bien mesurer cette réalité, encore une fois au-delà des courbes et des tableaux proposés, et à impulser, aux différents niveaux qui sont les nôtres, une toute autre politique scolaire, ambitieuse, émancipatrice. Nous parlons là du cœur de la République, de l'institution qui forme les générations futures. Nous le redisons fermement, l'abandon des milieux populaires est un choix politique qui renforce les extrêmes droites, historiquement ennemies de la démocratie et de la République.

Nous ne serons pas dupes de tous ces chiffres. Ce n'est pas une posture accessoire, ni même à prétention esthétique. C'est le fruit d'une réflexion que mène la FSU, sur la nécessité, face à une langue technocratisée et fermée, de ramener incessamment le terrain, le vivant, le vécu, comme réponse à vos propos chiffrés, algorithmiques, gestionnaires et abstraits.